

Fiche d'examen au cas par cas pour les PPR Naturels

à adresser à ac-dreal-ra@developpement-durable.gouv.fr

(liste indicative d'information à fournir)

Nota : en application du II-b de l'article R122-18 du code de l'environnement, ces informations seront mises en ligne sur le site Internet de l'autorité environnementale

La saisine doit s'accompagner des informations suivantes, afin de permettre à l'Autorité environnementale d'apprécier si une évaluation environnementale est nécessaire ou non (article R122-18 du code de l'environnement) :

- une description des caractéristiques principales du plan, schéma, programme ou document de planification, en particulier la mesure dans laquelle il définit un cadre pour d'autres projets ou activités ;
- une description des caractéristiques principales, de la valeur et de la vulnérabilité de la zone susceptible d'être touchée par la mise en œuvre du plan, schéma, programme ou document de planification ;
- une description des principales incidences sur l'environnement et la santé humaine de la mise en œuvre du plan, schéma, programme ou document de planification.

Coordonnées du porteur du plan

Direction départementale des territoires de la Savoie
Service sécurité et risques / Unité Risques
L'Adret - 1, rue des Cévennes - 73011 CHAMBERY Cédex

0. Désignation du PPRI (joindre un plan de situation et une carte du périmètre)

Département : Savoie - 18 Communes concernées: Pontamafrey, St Jean de Maurienne, Hermillon, Villargondran, St Julien Montdenis, Montricher-Albanne, St Martin de la Porte, Valloire, St Martin d'Arc, St Michel de Maurienne, Orelle, St André, Le Freney, Fourneaux, Modane, Villarodin le Bourget, Avrieux et Aussois.

Elaboration du plan de prévention des risques inondation de l'Arc sur le tronçon de rivière de Pontamafrey à Aussois (PPRI Arc médian).

1. Caractéristiques du PPRI

Procédure concernée

Elaboration du PPRI de l'Arc médian entre Pontamafrey et Aussois (18 communes)

1.1. Quels sont les objectifs de la prescription de ce PPRI (notamment dans le cas où il s'agit d'une révision) ?

La maîtrise de l'urbanisation dans les zones soumises aux risques naturels est assurée par les Plans Locaux d'Urbanismes (PLU) de chaque commune.

Un atlas des zones inondables de l'Arc a été étudié par le bureau d'études hydrauliques HYDRATEC et porté à la connaissance des communes le 10 juillet 2014.

Au vu des enjeux importants exposés, le Préfet a décidé de prescrire l'élaboration d'un PPRI fondé sur la caractérisation des aléas issus de l'atlas des zones inondables affectant le territoire communal et leur traduction réglementaire au titre de l'urbanisme.

Le PPRI réglementera notamment le droit et l'usage des sols situés en zones de risques inondation.

1.2. Quels sont les risques pris en compte (phénomènes physiques à l'origine des aléas ; population, infrastructures ou activités exposées) ; ? (joindre le cas échéant l'historique des événements constatés)

Les risques naturels pris en compte sont les inondations de la rivière Arc pour une crue centennale, pour le scénario de rupture de digues et pour le scénario d'effacement de digues.

1.3. La prescription du PPRI sera-t-elle appelée à s'inscrire dans un programme d'élaboration plus large impliquant d'autres PPR ?

Le bassin versant de l'Arc est découpé en trois tronçons pour la réalisation des PPRI, le tronçon aval pour lequel un PPRI a été approuvé le 7 mai 2014, le tronçon amont sur lequel un PPRI a été prescrit le 26 décembre 2012 et qui est en cours de réalisation, et le tronçon médian qui fait l'objet du présent dossier.

Par ailleurs, des Plans de Prévention des Risques naturels (PPRN) traitant des risques naturels montagne (avalanches, crues torrentielles, mouvements de terrain,...) ont été approuvés sur les communes de : Pontamafrey-Montpascal, Hermillon, St Jean de Maurienne, Valloire, St André, Fourneaux, Modane, Villarodin-Bourget, Avrieux.

Un PPRN sur la commune de St Michel de Maurienne sera prescrit début 2015.

1.4. Le territoire est-il inclus dans un territoire à risques importants d'inondation (TRI) au sens de l'arrêté du 12/12/2012 ?

NON

2. Description des caractéristiques principales de la zone susceptible d'être touchée

2.1 Décrivez les enjeux environnementaux du territoire (mention des principaux zonages environnementaux à joindre en annexe) sensibilité, vulnérabilité, tendances d'évolution :

Plusieurs ZNIEFF de type 1 empiètent sur le périmètre de prescription du PPRI :

- Coteau de Sainte Thècle et forêt du Sapey,
- Adrets d'Hermillon à Montvernier,
- Echaillon et les Alentours de Montandré,
- Hétraie de Saint Julien Montdenis,
- Pelouses Sèches du Pas du Roc,
- Gorges de Valoïrette,
- Bois du Sapey et de Saint André,
- Pelouses Steppiques de La Loutraz – Chatalamia,
- Forêts de résineux de l'Ubac de la Haute Maurienne,
- Pinèdes autour du monolithe de Sardières.

Des sites Natura 2000 d'intérêt communautaire « Perron des Encombres » et « Formations Forestières et Herbacées des Alpes Internes » empiètent ou sont situés à proximité du périmètre de prescription du PPRI.

Existence d'un SAGE : Non
Prenant en compte les risques naturels concernés ?

Existence d'éléments constitutifs du SRCE ? Oui
Sont-ils sensibles aux risques naturels concernés ? Non
Les trames vertes et bleues peuvent coïncider avec les zones impactées par les phénomènes étudiés dans le PPRI.
Toutefois, l'élaboration du PPRI n'a aucune influence sur l'intensité et l'extension des aléas naturels étudiés.

Natura 2000 (Site concerné ou situé à proximité ?) Oui
Zone de montagne : Oui
Zone littorale : Non

2-2. Le territoire concerné fait-il l'objet d'une procédure d'urbanisme en cours ou de documents de planification approuvés ?

Les communes de Avrieux, Fourneaux, Le Freney, Hermillon, Modane, Montricher-Albanne, Pontamafrey-Montpascal, St André, St Jean de Maurienne, St Martin La Porte, St Michel de Maurienne, Valloire, Villargondran et Villarodin-Bourget ont un PLU approuvé.

Les communes de Aussois, Orelle et St Martin d'Arc ont un PLU en cours d'élaboration.

Le SCOT Maurienne est en projet, le périmètre a été approuvé le 18 décembre 2013.

2.3 Décrivez les pressions pesant sur le territoire concerné (par exemple étalement urbain...) :

En zone de montagne, l'urbanisation résulte d'un compromis entre une topographie contraignante induite par les pentes raides des versants et le besoin d'espace notamment pour l'habitat et les activités économiques.

Le PPRI permettra d'orienter et de concentrer l'urbanisation sur des secteurs situés hors zone d'aléas ou dans les zones d'aléas les plus faibles.

3. Description des principales incidences (positives, négatives, directes, indirectes, cumulatives) sur l'environnement et la santé humaine de la mise en œuvre du PPRI:

3.1 S'agissant des champs environnementaux, autres que les risques, décrivez les effets potentiels du projet de PPRN :

Effets potentiels sur l'étalement urbain : pas de manière directe. Le PLU intégrera toutes les contraintes d'urbanisme prescrites par l'application du PPRN, ce qui peut induire une densification dans les zones sans risques.

Effets potentiels sur les zones naturelles et agricoles : le PPRN n'a pas pour objet de définir le zonage d'occupation des sols. Le PPRN réaffirme le caractère d'inconstructibilité des zones non urbanisées affectées par des aléas de fortes et moyennes intensités.




Effets potentiels sur les pollutions des eaux (accidentelles notamment) : effet positif.
Le règlement du PPRN prévoira en zone d'aléa d'inondation, la réglementation des dépôts de matériaux polluants, putrescibles ou flottants ainsi que l'ancrage ou le lestage des stockages de combustibles.

Effets potentiels sur le patrimoine bâti, les sites et paysages :
Sans objet.

Effets potentiels sur le cadre de vie, l'exposition des populations aux pollutions et nuisances : le PPR n'a pas d'impact direct. Il est du ressort du PLU de fixer l'occupation du sol.

Pièces jointes :

- 1 carte du périmètre de prescription du PPRI.

Fiche rédigée le 12/01/2015 Le chargé d'études Eric VUILLERME 	Vu le 12/01/2015 La responsable d'unité Magali DUPONT 	Validée le 13/01/2015 Le chef de service Philippe QUEMART 
--	--	--

